Fukushima cherche « petites mains » du nucléaire

jeudi 28 avril 2011, par JOBIN Paul, SIEBER Pierre-André (Date de rédaction antérieure : 18 avril 2011).

Dans son combat de titan pour rétablir la situation à la centrale nucléaire de Fukushima, l'entreprise Tepco a de plus en plus de soucis pour trouver des fantassins. Près de 700 seraient pourtant déjà actifs sur le site de Fukushima Daiichi.

Des annonces sans information sur la dangerosité du travail

Comme c'est aussi le cas en temps ordinaire, pour répartir les doses de radioactivité reçues à chaque intervention, ce personnel est obligé de travailler en rotation. Mais cette fois, les risques sont considérables, et le mode de recrutement encore plus sauvage que d'habitude.

Actuellement en poste à Taipei (Taïwan), Paul Jobin, sociologue et spécialiste du Japon, le dit sans ambages : *« L'exploitant de la centrale se trouve devant un embarras terrible pour recruter. »* Il en veut pour preuve des annonces d'emploi parues cette semaine au Japon.

Ce n'est pas Tepco mais des sous-traitants qui publient ces offres, telle Mizukami Kogyo, une entreprise active dans le bâtiment et le génie civil. Le descriptif indique qu'il s'agit d'une intervention dans une centrale nucléaire dans la préfecture de Fukushima, fixe la durée du travail à 3 heures par jour, pour un salaire horaire de 83 euros (10 000 yens) mais ne donne aucune information sur la dangerosité de ce travail, et renvoie à l'employeur pour les détails concernant le gîte, le couvert, le transports et l'assurance.

« La propagande de Tepco minimise les risques »

Répondent à ces annonces des gens souvent peu au courant des dangers des radiations ou qui ont peu d'alternative d'emploi. Paul Jobin observe :

« Environ 250 euros par jour pour couvrir le risque de développer un cancer dans les dix ans, ce n'est pas très cher payé. En temps normal, ce genre d'annonce ne me choquerait pas outre mesure, non que je l'approuve, mais c'est la façon dont l'industrie nucléaire fonctionne.

Mais dans le cas présent, à Fukushima 1, l'exposition aux radiations est extrêmement élevée. Bien sûr, ceux qui s'y rendent doivent bien se douter des risques. Mais la propagande de Tepco et de la Nisa [l'organisme de sûreté nucléaire, ndlr] sont là pour minimiser les risques. »

Des rumeurs indiquent que des « burakumin » répondent à ces offres. Il s'agit de personnes qui, pour des raisons de tabous religieux, sont considérées comme des parias de la société japonaise. Ces *burakumin* sont estimés au nombre de deux à trois millions.

Paul Jobin considère que cela reste pour l'heure difficile à vérifier, mais que c'est possible, car cela va dans la logique de fonctionnement de l'industrie nucléaire.

En temps ordinaire, les *yakuza* (mafia) qui, ostracisme oblige, comptent des *burakumin* dans leurs rangs, recrutent pour le compte des sous-traitants de l'industrie nucléaire dans les quartiers de

travailleurs journaliers de Sanya à Tokyo, Kotobukicho à Yokohama ou Kamagasaki à Osaka.

Ils embauchent ces hommes qui vivent dans une grande précarité (la plupart sont sans-abri) pour des salaires d'environ 10 000 yens par jour, leur confient les tâches les plus ingrates et les plus exposées aux rayons ionisants, puis les relâchent dans leur infortune initiale. S'ils développent un cancer, c'est ni vu ni connu : cela n'apparaîtra pas dans les statistiques.

Les « petites mains » du nucléaire

L'enrôlement de ces « petites mains » du nucléaire promises à une irradiation certaine a fait réagir un entrepreneur japonais, militant de gauche, sensible au risque que fait courir ce genre de proposition. Paul Jobin poursuit :

« Au lieu de jeunes, ce patron propose d'engager des travailleurs âgés de plus de 60 ans et de les informer sur les risques des rayons ionisants. Quel que soit le jugement moral que l'on peut faire de cette initiative, on peut y voir dans quel état d'urgence cette catastrophe a mis le Japon pour inspirer des solutions aussi cyniques. »

D'après les chiffres de la Nisa, en 2009, sur le site de Fukushima 1, il y avait 1 108 salariés réguliers (un chiffre qui concerne principalement les employés de Tepco, mais inclut peut-être aussi les salariés des fabricants du réacteur General Electric, et des principaux composants, Toshiba, Hitachi, Mitsubishi…), contre 9 195 employés d'entreprises sous-traitantes, qu'ils soient ouvriers et techniciens qualifiés, ou bien intérimaires ou d'entreprises temporaires.

Ce sont ces derniers, ceux qu'on nomme les « Gitans du nucléaire » (d'après le reportage de Kunio Horie paru en 1979) qui encaissent l'essentiel de la dose. Ainsi, 255 ouvriers sous-traitants ont reçu une dose supérieure à 10 mSv dans l'année, contre seulement deux employés réguliers.

Une seuil limite de radiation revu à la hausse

Mais ces gitans du nucléaire n'ont pas accès au total de leur dose accumulée sur un an et plus. La Nisa ne publie la répartition de la dose collective que centrale par centrale. Comme ces travailleurs passent de l'une à l'autre, cela complique la tâche lorsqu'il s'agit de déposer une demande de reconnaissance en maladie professionnelle.

Depuis l'accident de Fukushima, le seuil limite de dose a été revu à la hausse. De 20mSV par an pour un maximum de 100 sur cinq ans, ou bien 50 mSv par an pour un maximum de 100 sur deux ans (ce qui est déjà très élevé), le ministère de la Santé a relevé ce seuil à 250 par an. Selon Paul Jobin, c'est un moyen pour Tepco d'éviter de devoir payer des indemnités lorsque ces travailleurs seront atteints de cancer.

Et la liste risque d'être longue : Toshiba, qui a proposé à Tepco un plan de démantèlement des six réacteurs de Fukushima 1, parle d'un programme qui s'étale sur une dizaine d'années.

Par Pierre-André Sieber

P.-S.

* Paru en Suisse dans La Liberté | 18/04/2011 | 13H12.